

ACTU'

SNUEP

F.S.U.

LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC

SEPTEMBRE 2019 • n° 111 supplément n° 1

Tous les 3 ans la FSU organise un congrès national, précédé de congrès départementaux. Ces moments de débats démocratiques impulsent l'orientation de la FSU pour les trois années suivantes. Les instances délibératives de la fédération sont renouvelées à l'occasion de chaque congrès.

Les 5 courants de pensée de la fédération proposent au vote des adhérentes une liste nationale appuyée à un texte d'orientation. Le rapport national d'activité de la FSU, les listes et les textes sont dans le POUR spécial que vous avez reçu début septembre. Il est disponible en ligne sur le site de la FSU. Au sein du SNUEP, ce vote national est organisé par correspondance. La FSU étant une fédération démocratique, basée sur l'expression de ses adhérentes, nous vous invitons à y participer massivement. Votre vote national doit être posté avec l'enveloppe T le 11 octobre au plus tard.

Pour le renouvellement des instances départementales, un vote distinct de ce vote national peut se dérouler dans votre département. ■

9^{ème} congrès national

U.
F.S.U.
ENGAGÉES
AU QUOTIDIEN

CLERMONT-FERRAND

Du 9 au 13
DÉCEMBRE
2019

*Votez et
postez avant
le 11 octobre
2019*

VOTE PAR CORRESPONDANCE DU 20 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE 2019

Matériel de vote joint : bulletin avec modalités de vote au verso, enveloppe bleue, enveloppe T

N'oubliez pas d'indiquer vos nom, prénom et département sur l'enveloppe T, et de la signer.

SOMMAIRE

- Expression des courants de pensée P2 à 4
- Les courants de pensée : qu'est-ce que c'est ? P4

UNITÉ ET ACTION ET SANS TENDANCE

RASSEMBLER POUR GAGNER

L'action syndicale des militant-es *Unité & Action et sans tendance*



Unité & Action SNUEP-FSU porte un syndicalisme à visée majoritaire, pluraliste, unitaire et rassembleur. Ses militant-es développent un syndicalisme de terrain, proche des préoccupations des personnels pour construire collectivement les mobilisations unitaires nécessaires à l'avancée de leurs revendications. Elles et ils sont engagé-es au quotidien dans un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, pour une réelle valorisation de l'enseignement professionnel public et de ses personnels.

Les politiques très libérales et conservatrices à l'œuvre en Europe aggravent les crises économiques, sociales et environnementales. Elles alimentent la poussée des nationalismes xénophobes et réactionnaires – véritable menace pour les valeurs de progrès que nous défendons.

En France, E. Macron veut imposer son modèle ultralibéral de société. Il tente de faire taire toute forme de contestation et essaie d'en finir avec les organisations syndicales. Ce choix politique est grave et dangereux car il pousse une partie de la population dans le désespoir et la violence. Si le syndicalisme éprouve des difficultés à construire un rapport de force favorable pour porter un autre projet de société, il reste l'outil le plus efficace pour la défense individuelle et collective des personnels.

Les militant-es d'*U&A et sans tendance* s'engagent à poursuivre les actions, à construire l'unité la plus large pour rassembler l'ensemble des salarié-es dans les mobilisations à venir.

La construction d'alternatives passe par la construction de plateformes revendicatives et d'actions unitaires en inter-

syndicale. Pour faire vivre nos projets éducatifs et de société, il est aussi nécessaire d'échanger avec les organisations politiques et associatives progressistes, en toute indépendance.

Construire une société et une école plus juste passe aussi par le renforcement et le développement de notre fédération, la FSU. ■

Votez *Unité & Action et sans tendance* !

Sigrid GÉRARDIN, Axel BENOIST, Bérénice COURTIN, Jérôme DAMMERY, Jacques ALEMANY, Frédéric ALLÈGRE, Rafikha BETTAYEB, Agnès BERNADOU, Séverine BRELOT, Serge BERTRAND, Agnès BONVALET, Marine BOULAKHRAS-NEDELLEC, Catherine JAUNET, Nasr LAKHSASSI, Stéphane LEROY, Pascal MICHELON, Pascal MILLET, Andrée RUGGIERO, Christophe TRISTAN, Laurence TRUBLEREAU...

ÉCOLE ÉMANCIPÉE

POUR UNE FSU COMBATIVE ET DÉTERMINÉE



Votez et faites voter pour la liste *École Émanicipée*

Malgré une crise sociale profonde et durable mise en lumière par le mouvement des Gilets jaunes et une contestation importante de leur politique, Macron et le gouvernement ne comptent pas en rester là. Après la loi Travail 2 passée par ordonnances et la loi Pacte qui entre autres engage la privatisation d'importants secteurs de l'économie, ils comptent bien continuer à dépouiller les salarié-es de leurs droits et notamment de leur droit à la retraite.

La vague de privatisations, de désengagements de l'État et de remises en cause d'acquis sociaux, s'annonce explosive. Les services publics et la Fonction publique sont à présent au cœur des attaques. La loi de transformation de la Fonction publique généralise le recours aux contractuel-les, casse les protections

collectives des fonctionnaires pour individualiser les carrières, balaie le paritarisme en vidant les commissions paritaires de leur substance. Hôpitaux, justice, écoles... la déshérence des services publics s'accélère partout sur le territoire, laissant les usager-es au pied du mur et ouvre la porte à une régression continue de nos droits fondamentaux.

Dans l'éducation, les journées de mobilisation et d'actions se sont multipliées et la grève des examens a révélé la profonde colère des personnels contre les réformes Blanquer et sa loi sur *l'École de la confiance* qui instituent une école à 2 vitesses, contre des traitements indéfiniment gelés, des conditions de travail sans cesse dégradées. Les AG, les occupations, les opérations « école morte » avec les parents, la rétention des notes et des copies

révèlent une détermination nouvelle des enseignant-es qui n'acceptent pas, malgré les pressions hiérarchiques, de voir l'école se dégrader sous leurs yeux.

De ce congrès doit sortir une FSU encore plus fédérale et démocratique, avec une orientation résolument combative et prête à construire un véritable rapport de force pour mettre en échec les projets destructeurs de ce gouvernement, en travaillant sans relâche à l'unité du syndicalisme de lutte et de transformation sociale. ■

Olivier BAUDOIN, Sandrine BERNARD, Virginie BOUVOT, Adrien GARDE, Ghislain GILOT, Patrick LANZI, Mathieu LARDIER, Isabelle LAUFFENBURGER, Paul LÉBOUC, Élise SAINSON, Ugo TREVISIOL, Pierre VERDEYROUT.

www.ecoleemancipee.org

UNITÉ, REVENDICATIONS, INDÉPENDANCE SYNDICALE (URIS)

CONSTRUIRE L'ACTION

Pour le retrait des réformes Blanquer et le retrait du projet de réforme des retraites

Avertissement : Nous déposons ce texte le 21 août 2019 mais il ne sera publié que le 9 septembre.

Les enseignants des LP se mobilisent, depuis des mois, pour le retrait de la réforme Blanquer du baccalauréat, contre la réforme de la voie pro, les suppressions de postes et la disparition de filières, au côté de notre organisation syndicale le SNUEP-FSU.

Ces réformes, les personnels n'en veulent pas. Ils en demandent le retrait. Tout comme, ils veulent mettre un terme aux contre-réformes que mène le gouvernement Macron, en application des directives de l'Union européenne.

Le 18 juillet, le gouvernement a présenté son projet de réforme des retraites. Dans un communiqué, la FSU note qu'elle « prend acte de l'affirmation du Ministre d'ouvrir les discussions annoncées par le

Président de la République concernant la revalorisation des enseignant.e.s, en lien avec la future réforme des retraites, à partir de la rentrée. La FSU s'engagera dans ces discussions et demande des mesures de valorisation salariale passant également par des améliorations de carrière et des discussions spécifiques sur la réforme des retraites qui risque d'être particulièrement pénalisante pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. »

« La réforme des retraites sera particulièrement pénalisante ? » Oui ! Les calculs faits par la FSU montrent qu'elle aboutirait à une diminution mensuelle de 805 € de la pension d'un professeur certifié !

Pas étonnant que Macron propose des « discussions spécifiques » pour les enseignants. En procédant ainsi il compte diviser ; mettre les enseignants à l'écart des

autres salariés ; éviter un mouvement d'ensemble des salariés du public et du privé. Et ainsi réussir à faire passer une réforme qui lui permettra de ponctionner des dizaines de milliards d'euros sur les retraites y compris sur celles des enseignants. Se proposer comme partenaire du ministre pour discuter de la mise en place de la réforme ne peut conduire qu'à un grave affaiblissement du syndicat et des droits des personnels.

La FSU doit demander le retrait du projet Macron, des réformes Blanquer. Et, au lieu de cautionner des simulacres de discussion, engager l'action.

C'est la seule voie syndicale, la seule voie efficace pour obtenir le retrait des contre-réformes du gouvernement. ■

Katia DENUX, Pascal THIL, Bernard REVOLLON

ÉMANCIPATION

POUR FAIRE GAGNER LES LUTTES

Contre la politique libérale du gouvernement

Macron et son gouvernement multiplient les attaques au service du capitalisme conquérant. Malgré une forte contestation, rien n'échappe à cette offensive frontale (Fonction publique, retraites...) qui s'appuie sur un arsenal répressif policier et judiciaire de plus en plus violent. La dérive autoritaire touche aussi bien les populations fragilisées (sans-papiers...) que les opposant.es à cette politique de régression sociale (Gilets jaunes, étudiants, militants syndicaux ou associatifs...).

Dans l'EN, les contre-réformes dégradent encore les conditions de travail des élèves et des enseignants. Elles menacent le caractère national de l'enseignement en aggravant les inégalités territoriales, et le sens même de celui-ci à travers les valeurs transmises. Elles soumettent l'éducation au marché, sacrifiant toute dimension

émancipatrice. L'avenir des jeunes est compromis, à commencer par celui des élèves de la voie Pro dont les horaires d'enseignement sont drastiquement réduits et les formations subordonnées aux besoins des bassins d'emplois et à la promotion du Tout apprentissage. Les lycéens ne s'y sont pas trompés qui, mobilisés dès novembre dernier, ont été matés par la répression.

Face à ça, la FSU tente encore le jeu du « dialogue social » avec un pouvoir qui répond systématiquement par une fin de non-recevoir. Elle accompagne les mobilisations plus qu'elle ne les suscite, avec des journées d'action sans lendemain dont l'inefficacité n'est plus à démontrer et sans volonté d'élargir et d'unifier les luttes en cours. Nous voulons au contraire une FSU à la hauteur des enjeux. Elle doit cesser les concertations et contribuer à

créer le rapport de force indispensable pour stopper la politique ultra libérale du gouvernement et reconquérir le terrain perdu. Les mouvements sociaux aux formes parfois inédites des mois passés, avec dans l'éducation, la grève des examens, impulsée par la base et reconduite en AG, qui a fait vaciller la morgue de Blanquer montrent la voie dans laquelle la FSU doit résolument s'engager.

- ▶ Pour une contre-offensive véritable, construite dans la durée ;
- ▶ pour une mobilisation large, avec des revendications unifiantes privilégiant l'auto-organisation ;
- ▶ pour une éducation laïque, égalitaire et émancipatrice. ■

Votez EMANCIPATION

Contact : er@emancipation.fr / 0637789134



FRONT UNIQUE

Pour que la FSU rompe le dialogue social, c'est-à-dire la collaboration avec le gouvernement Macron-Philippe

La contre-réforme de la FP est passée après 18 mois de concertations, agrémentées de 5 « journées d'action » où le mot d'ordre de « retrait du projet de loi gouvernemental » était banni ou noyé au milieu de mille autres considérants. Résultats : salaire au mérite, mainmise des chefs d'établissement sur les carrières et affectations, recours généralisé au contrat, liquidation des CAP.

S'appuyant sur les longues concertations conduites par Delevoye, le gouvernement passe à une nouvelle étape. Sa contre-réforme « systémique » des retraites, avec son âge pivot, repousserait à 64 ans l'âge réel de la retraite. Et avec la liquidation du Code des pensions, ce serait la baisse drastique des pensions

(calcul sur l'ensemble de la carrière au lieu des 6 derniers mois).

Avant même toute possibilité de combat pour le retrait de cette contre-réforme, la direction de la FSU l'a déjà avalisée comme le montre sa déclaration du 17 juillet :

« La FSU prend acte de l'affirmation du Ministre d'ouvrir les discussions (...) concernant la revalorisation des enseignantes, en lien avec la future réforme des retraites, (...) ». Elle « s'engagera dans ces discussions et demande des mesures de valorisation salariale passant également par des améliorations de carrière et des discussions spécifiques sur la réforme des retraites qui risque d'être particulièrement pénalisante pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. »

Discuter d'une prétendue « revalorisation des enseignants en lien avec la future réforme des retraites », c'est déjà accepter cette contre-réforme, la considérer comme actée.

La politique de la direction de la FSU ne peut aboutir qu'à subir défaite sur défaite infligées par le gouvernement Macron, gouvernement du grand capital et de l'État policier.

Le courant Front Unique propose une tout autre orientation dont le premier acte est la rupture claire et nette avec le gouvernement. ■

Robert RIZZO

Contact :
frontunique.com

LES COURANTS DE PENSÉE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Les instances délibératives de la FSU rassemblent les syndicats nationaux, les sections départementales et les courants de pensée. Les syndicats nationaux disposent, dans toute instance délibérative, de la moitié des sièges, l'autre moitié étant répartie pour la représentation des sections départementales et des courants de pensée. La FSU reconnaît le droit aux syndiqué-es qui le souhaitent à se rassembler en courant de pensée et de soumettre leur orientation au vote de l'ensemble des syndiqué-es. Un vote d'orientation est donc organisé avant chaque congrès. Ce vote détermine la représentativité et la

place des courants de pensée dans les instances. Il est assorti d'un système proportionnel dégressif, afin qu'aucun courant de pensée ne puisse détenir plus de 50 % + 1 siège dans une instance ou dans un congrès.

L'existence des courants de pensée, appelés aussi tendances, contribue à la recherche des convergences et à la construction d'orientations communes. Pour la FSU, le fédéralisme se fonde sur le principe du pluralisme et de la diversité des sensibilités dans les instances à tous les niveaux. Ainsi, la FSU associe l'ensemble des syndiqué-es aux débats et à la vie de la Fédération,

favorisant ainsi l'émergence d'un véritable point de vue fédéral dans lequel chacun-e peut se reconnaître. ■

CALENDRIER DU CONGRÈS 2019

Vote des adhérent-es
du 20 septembre au 11 octobre

Congrès départementaux
du 4 au 30 novembre

Congrès national
du 9 au 13 décembre



LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC

38 rue Eugène Oudinot 75013 PARIS Tél. : 01 45 65 02 56
snuep.national@wanadoo.fr / www.snuep.fr

Supplément n° 1 au journal n° 111

Directeur de la publication : Axel Benoist **Collaboratif :** Frédéric Allègre, Patrick Bernard, Marie-Caroline Guérin, Isabelle Lauffenburger, Paul Lebouc. **PAO :** Studio Sevillanes **N° CP :** 1223 S 05844 **ISSN :** 1762-2808 - 1 €
Régie publicitaire : Com D'Habitude Publicité, Tél. : 05 55 24 14 03 - clotilde.poitevin@comdhabitude.fr
Imprimerie : Compedit Beauregard ZI Beauregard BP39 61600 La Ferté Macé